



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 2095

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Marc Dolez, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Marc Dolez. Monsieur le Premier ministre, dans sa récente note de conjoncture, l'INSEE annonce, pour le premier semestre 2010, non seulement un tassement de la croissance à 0,5 %, un taux de chômage à 9,8 %, avec la poursuite du recul de l'emploi, mais aussi une hausse de la part des profits des entreprises dans la valeur ajoutée.

M. Patrick Roy. Hélas !

M. Marc Dolez. C'est le type de réponse apportée à la crise qui est en cause. Les milliards d'euros mobilisés l'an dernier pour sauver les banques n'auront en fait servi qu'à relancer les mêmes pratiques qui ont conduit à l'explosion.

Pour une véritable reprise, il faudrait changer de cap, ce que vous refusez, et remettre en cause les dogmes du libéralisme qui tendent à rétablir la compétitivité en faisant pression sur les salaires et à résorber les déficits par la réduction des dépenses sociales. Une réelle sortie de crise appellerait une nouvelle logique économique, un autre partage des richesses et, pour cela, des mesures fortes telles que l'augmentation des salaires, le SMIC à 1 600 euros et l'interdiction des licenciements boursiers, un plan d'investissements publics pour relancer l'emploi, une réforme fiscale qui rétablisse la progressivité de l'impôt, une maîtrise publique du secteur bancaire et financier, tout en exigeant une réorientation de la politique de la Banque centrale européenne.

Ma question est simple : allez-vous enfin admettre que la question de la répartition des richesses est au cœur de la crise ? Allez-vous enfin entendre le message des urnes comme celui des luttes et des mobilisations, qui monte dans tout le pays ? Les salariés, les demandeurs d'emploi, les jeunes, les retraités n'ont pas à payer la facture d'une crise qui n'est pas la leur. (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Christian Estrosi, ministre chargé de l'industrie.

M. Patrick Roy. Et du déficit !

M. le président. Monsieur Roy, cela suffit !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Monsieur le député Dolez, je vous prie avant tout de bien vouloir excuser l'absence de Mme Lagarde qui représente en ce moment le Gouvernement au conseil des ministres allemands.

Vous venez de dresser un tableau bien sombre de l'économie française sans jamais réellement faire référence à cette crise mondiale sans précédent qui n'affecte pas la France. Il est vrai, monsieur le député, que la situation est particulièrement difficile - qui peut le nier ?

M. Pierre Gosnat. Elle n'est pas difficile pour tout le monde !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Nos entreprises se battent pour y faire face et le Gouvernement a tout mis en oeuvre pour leur permettre de résister. Il a en effet su prendre les mesures qui s'imposaient en adoptant un plan de relance de 39 milliards d'euros pour les années 2009 et 2010, qui a permis de soutenir l'emploi...

M. Pierre Gosnat. Pourtant le chômage augmente !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. ...et notamment l'emploi industriel, comme le montre l'exemple du secteur automobile avec la prime à la casse.

M. Pierre Gosnat. C'est vous, la prime à la casse !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Vous oubliez que c'est justement parce que nous n'avons pas attendu pour réagir que la France est aujourd'hui l'un des pays qui résistent le mieux à la crise. Ce n'est pas le Gouvernement qui le dit ; c'est le FMI de M. Strauss-Kahn qui indique que la France connaîtra, en 2010, une croissance de 1,4 %. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Vous oubliez, monsieur le député, que les Français continuent de croire en l'entreprise : le nombre de créations d'entreprise a atteint le niveau record historique de 57 750 entreprises en février dernier. Vous oubliez surtout que les recettes que vous proposez ont échoué : l'Espagne qui a choisi de relever ses prélèvements obligatoires connaîtra une récession de 0,6 % cette année. (*Mêmes mouvements.*)

M. Maxime Gremetz. Et la France ?

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Voilà pourquoi nous allons continuer, notamment en nous engageant sur les enjeux stratégiques de demain avec près de 35 milliards d'euros d'investissements au service des défis du futur (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Marc Dolez](#)

Circonscription : Nord (17^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2095

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er avril 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 1er avril 2010